

RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE

Malgré une croissance économique significative, l'Afrique fait toujours face à une importante pauvreté urbaine et à d'autres problèmes sociaux en raison de la croissance massive, non régulée et non planifiée des villes. Un quart des 100 villes aux croissances les plus fortes dans le monde sont en Afrique. En 2011, l'Afrique comptait 52 villes excédant un million d'habitants. Cette statistique ne signifie pas que tous les habitants ont accès à l'ensemble des droits et services que la ville offre. Par conséquent, la vision dominante dans le monde selon laquelle les villes sont les moteurs de croissance et de développement humain peut très bien être défiée par les faits se déroulant en Afrique, à moins que ce développement urbain ne se traduise par un meilleur partage du bien-être et du développement économique entre les strates socio-économiques des nations. L'urbain pauvre semble accroché aux bords de la ville. Pourtant, il y a une croissance de la classe moyenne en Afrique qui devrait impliquer une hausse du niveau de vie des citoyens. Or ce n'est pas le cas. La part des classes moyennes monte, de même des classes pauvres.

La hausse de la classe moyenne en Afrique apporte avec elle une autre dynamique importante pour les urbanistes et les décideurs. Il a été évalué que, en 2010, la classe moyenne africaine représentait 34 % de la population, presque 350 millions de personnes, et qu'elle atteindra 42 % de la population africaine avec 1.1 milliard de personnes, soit 42 % de la population, en 2060. Cette croissance apporte avec elle le défi de diriger des villes imprévisibles s'étendant étant donné que la plus grande part de la population rurale se déplace vers la ville à la recherche d'opportunités et d'espaces dans lesquels ils peuvent tenter leur chance. Le plus souvent ils se retrouvent dans des quartiers très chers dont ils ne peuvent pas supporter le coût ; ceci les pousse alors dans des zones qui sont peu pris en compte par les élus locaux ce qui mène à l'expansion de zones d'habitation informelles. Bien qu'en termes absolus les villes asiatiques connaissent toujours la croissance la plus rapide du monde, l'ONU-Habitat prévoit que la part des habitants urbains africains dans le monde augmentera passant de 11,3 % en 2010 à 20,2 % d'ici 2050, ce qui pose un nouveau défi dans l'administration des services urbains.

Le défi qui consiste à diriger ces villes est notamment lié au fait que la plupart des régimes de gouvernance ont tendance à dépolitiser le local; ils ont en effet tendance à ignorer ou à sous-estimer le rôle que la politique et le pouvoir jouent au niveau de la ville et l'importance des relations entre le parti et la ville ou entre l'État et la ville. Cette sous-estimation du rôle du politique dans la sphère locale mène à un défi encore plus urgent : l'échec des planificateurs et des gouverneurs pour étudier le contexte local et pour voir que la croissance des villes prend des formes différentes. Par exemple, en Afrique orientale, la croissance urbaine a lieu surtout dans les zones de taudis et les implantations informelles. Ainsi, la transplantation de l'approche de la planification au contexte local peut contribuer à la marginalisation sociale et spatiale ou à l'exclusion du tissu urbain d'une population urbaine toujours croissante qui se voit ainsi octroyée une citoyenneté de deuxième classe.

Ces citoyens de deuxième classe ont été et sont continuellement soumis aux différents régimes de gouvernance qui perpétuent la prolifération de taudis, consciemment ou inconsciemment, en promouvant des entrepreneurs politiques et économiques puissants pour profiter de zones underserved à l'exploitation de réseaux de distribution (fourniture) de service ou en tuant d'initiatives de décentralisation conçues pour autoriser des administrations locales, menant au maintien du statu quo des zones d'habitat informel. Le statu quo est caractérisé par des implantations urbaines réglementées faibles, des crises du logement aiguës, les embouteillages, le crime, la pollution, le manque d'infrastructures de base comme l'eau, l'électricité et l'assainissement, espace de vie insuffisant parmi d'autres, autant d'éléments qui dépeignent une base infrastructurelle faible. Si un lieu de résidence manque d'une des caractéristiques mentionnées ci-dessus, UN-HABITAT le définit comme un taudis. De plus, ces implantations sont caractérisées par les pires conditions environnementales et d'assainissement. Il n'est donc peut-être pas surprenant que des problèmes environnementaux urbains affectent la vie d'environ un million d'Africains chaque année.

Un système de gouvernance faible composé avec ces vulgaires rend la vie non supportable dans la plupart des zones de taudis, particulièrement dans la fourniture d'eau et l'assainissement. Bien que l'on ait déclaré les années 1980 années de l'Approvisionnement en eau potable International et la Décennie d'Assainissement, la couverture universelle n'a pas été réalisée puisque la statistique officielle de l'ONU suggère que 27 % de la population urbaine dans ce qu'ils nomment "des régions se développant" aient manqué de l'assainissement de base en 2012; pour les pays les moins développés, le chiffre était de 52 %. Clairement, la cible de l'Objectif du millénaire pour le développement qui consistait à partager en deux la proportion de la population sans assainissement amélioré ou de base n'a pas été respectée dans des zones urbaines. L'introduction récente du 11e But de Développement durable a révisé la cible(l'objectif) pour suggérer que l'eau et l'assainissement doivent être accessibles à tout sans nombres(numéros) cibles spécifiquement définis.

Les statistiques de l'année 2010 montrent que seule l'Afrique du Nord a dépassé les objectifs de l'OMD, toutes les autres régions sont mises pour manquer la cible avant 2015. L'Afrique du Nord avait réalisé la couverture de 95 % de à quoi on s'est attendu en 2010, tandis que la majeure partie des pays en Afrique Subsaharienne était toujours de la marque vers la réalisation de la cible.

Avant l'introduction des Buts de Développement durable, beaucoup de gouvernements étaient dans une rafale pour respecter la cible(l'objectif) d'Objectif du millénaire pour le développement et ont commencé beaucoup d'initiatives de respecter l'eau et les besoins d'assainissement des plus vulnérable dans la société, particulièrement ceux dans les règlements(implantations) informels. Ils ont employé toutes les machines qu'ils ont considérées possible, mais comme les formes(formulaires) africaines proverbiales de gouvernement, ceux se sont avérés ne pas être aussi effectifs(efficaces), que la nature de mettre en œuvre les programmes ou attribuer des contrats aux prestataires de services des relations de client-patron(-client) encouragées plus que les relations d'indépendance qui entraînent la disposition(fourniture) de solutions du problème. Ces services ont été accrochés(bloqués) sur des partis politiques étant capables d'exercer la pression sur l'expression politique locale, comme une telle aucune eau durable et la solution d'assainissement n'ont été efficacement(effectivement) prévus(pourvus) ces habitants urbains;

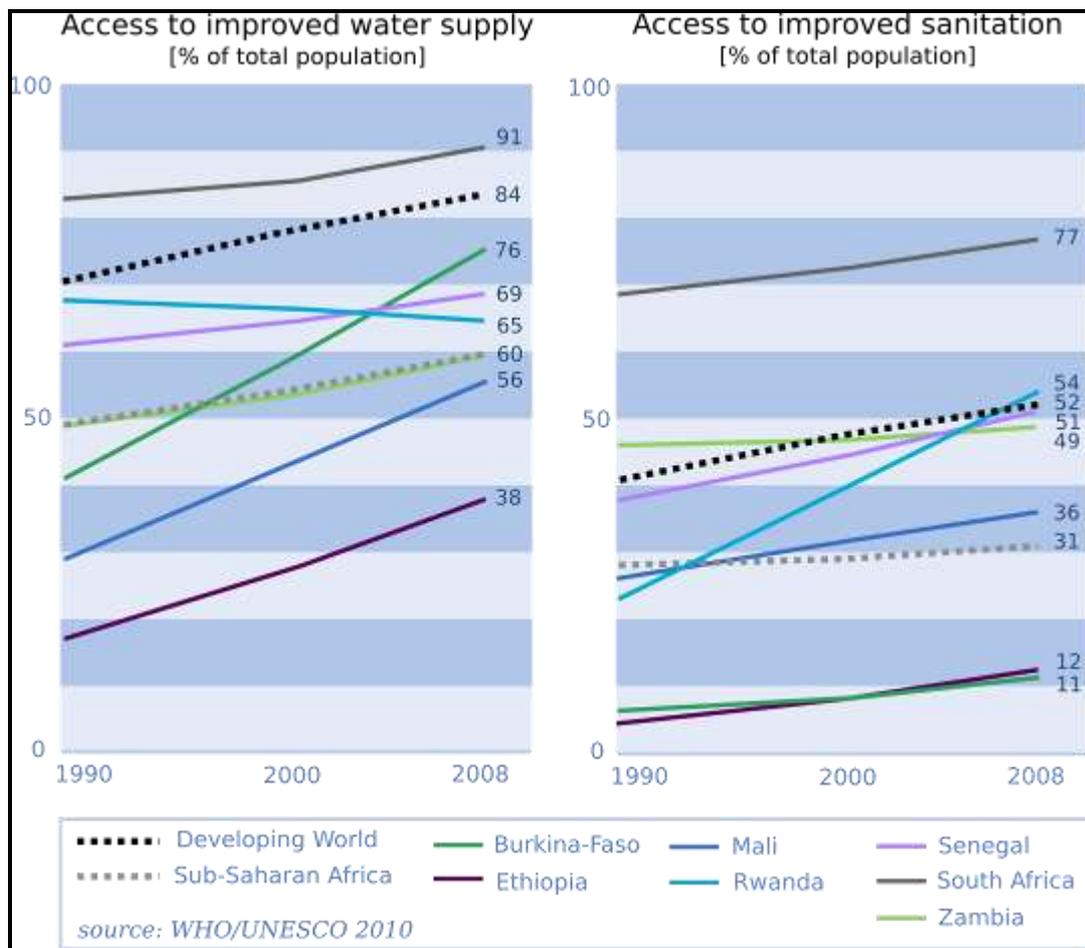
Les projets ont le plus souvent été le délit de fuite, commençant avec tant de splendeur, réalisant souvent une durée de la vie courte en raison de la chute(l'automne) mal vue de la population locale avec le régime politique dominant, pourtant ces services ne devraient pas être accrochés(bloqués) sur une relation clientelist, comme ils sont des services de base et les besoins qui devraient être accessibles à tout le monde.

C'est une question d'injustice qui s'est propagée dans la ville depuis le temps de l'héritage colonial jusqu'au Kenya après l'indépendance, où les politiques de la terre et du logement ont peu fait pour changer la situation de la fracture urbaine, qui était le long des lignes raciales, et maintenant sur les lignes socio-économiques. Les élites dominantes ont rendu littéralement impossible pour les habitants de la colonisation informelle d'accéder aux services d'eau et d'assainissement les menant à des vies inhumaines et indignes.

L'eau et le défi d'assainissement

Dans les pays à revenu élevé, la quasi-totalité des citoyens peuvent accéder aux toilettes au moment où ils le souhaitent. Il n'est pas nécessaire de considérer «ai-je le temps de le faire maintenant?» Ou «ai-je l'argent pour pouvoir payer?» Ils ont rarement à se soucier des toilettes occupées, alors qu'il n'y a que quelques personnes par jour. Toilettes, comme c'est le cas dans la plupart des maisons ou appartements dans les pays à revenu élevé. Ce n'est pas le cas pour les régions informelles où, le plus souvent, le ratio personnes / toilettes est beaucoup plus élevé.

Chiffre a : Eau et situation d'assainissement dans pays choisis



Source: WHO & UNESCO

Chiffre a, indique l'assainissement et la situation d'eau dans quelques pays choisis. C'est seulement l'Afrique du Sud qui semble avoir réalisé les deux couverture de 50 % dans eau et l'assainissement, les autres se battent toujours. Bien que la statique montre qu'il y a une certaine couverture, il y a toujours un problème retentissant de cela ces systèmes bien que l'amélioré, se rencontrent l'assainissement n'a pas besoin du pays entier, mais de l'à revenus élevés et quelques supérieures-moyennes résidences de revenu, qui ne sont qu'un petit pourcentage de la population. La majeure partie de la population urbaine d'Afrique subsaharienne et une haute proportion en Asie manque toujours d'un habitué l'approvisionnement en eau acheminé à leur maison et il n'y a aucune disposition publique pour des égouts et des égouts pluviaux couverts efficaces

L'eau et les besoins d'assainissement de ces gens sont les centres clairs, pourtant les plus urbains dans bas et beaucoup de moyens pays de revenu semblent manquer de la capacité technique et financière pour installer, étendre, maintenir et payer pour l'eau comparable et le système d'assainissement - et le cadre réglementaire pour supporter cette création un écart énorme dans la disposition de service. Ceci a résulté à l'utilisation d'options d'assainissement sur place par beaucoup d'habitants des zones informelles et une adaptation au près du manque d'options d'assainissement publiquement financées et se prévoit ou l'utilisation des prestataires de services informels ou à petite échelle.

Pour baisser les coûts de ces solutions beaucoup de pays ont adopté des approches presque semblables - la coproduction et le co-design, la participation communautaire, des Partenariats Public-Privé etc. L'essence de ces solutions a été des inclinations participatives avec la participation d'utilisateur à la base. Les résidents sont actifs dans les discussions de ce que devraient être faites, à ce qui coûte, qui paye ce qu'et comment les paiements sont structurés, qui devrait être impliqué dans la planification et qui devrait assister pendant la mise en œuvre. Ils doivent faire le compromis parmi ce qu'ils voudraient, ce qui peut avoir droit et quel support ils obtiennent de collectivités locales et leurs décisions ont au facteur dans les besoins et les priorités des membres différents du ménage - particulièrement des femmes, des enfants et ceux avec la mobilité réduite. Ceci fait le travail de solutions communautaire où une toilette et une connexion de robinet pour chaque ménage sont chers.

Comme indiqué dans l'étude de littérature c'est un principe presque universellement accepté co-produisant en l'eau et les solutions d'assainissement avec des organisations communautaires représentatives encouragent à abattre de coûts et la génération de plus de revenu et des solutions de gagne-pain pour les membres communautaires concernés. Deuxièmement, c'est important pour faire la collectivité locale ou l'utilité consciente de ce que peut être apporté aux solutions locales par ceux-là il ne sert pas et finalement il autorise des communautés à surveiller des agences publiques et les entrepreneurs qu'ils embauchent et tiennent ces entrepreneurs estimer s'ils ne livrent pas ce qui a été accepté et donné pouvoir.

La coproduction a actuellement gagné plus d'approbation comme un paradigme de gouvernance pour livrer des solutions durables de cette eau et la menace d'assainissement particulièrement à la suite de RIO+20 où l'eau a été reconnue pour être au cœur de développement durable donné son lien pour indexer des défis globaux(mondiaux). Définissant la coproduction comme "un processus par lequel les apports(saisies) des individus qui ne sont pas" dans "la même organisation sont transformés dans des marchandises et des services", Ostrom, des études de cas(caisse) présentées de plusieurs pays en voie de développement et discutés que la coproduction de beaucoup de marchandises et services normalement considérés pour être des marchandises publiques par des agences gouvernementales et des citoyens organisés dans des systèmes polycentraux est cruciale pour réaliser les niveaux plus hauts de bien-être(d'assistance sociale) dans des pays en voie de développement, particulièrement pour ceux qui sont pauvres.

Dans le monde entier il ya eu des projets qui ont pris cela avec divers niveaux de succès, par exemple le projet pilote Orangi au Pakistan. Ce projet a commencé en 1984 dans Christy Nagar, Orangi, le plus grand règlement de squatter à Karachi et au Pakistan. Après cinq ans de succès signalé, il a été reproduit partout dans Orangi pour étendre l'assainissement simplifié. Le succès de ce projet a été réalisé grâce à la mobilisation du soutien et de l'implication de la communauté. Il a touché les habitants de quartiers irréguliers de haute densité qui avaient été exclus du développement en aidant 15% des habitants à construire leurs propres égouts et 25% à apprendre de leurs voisins sur la façon de construire les égouts. Cela a permis à 750 000 personnes d'accéder à l'assainissement et à une réplification du projet dans 49 autres établissements de Karachi.

Un autre exemple est l'Afrique du Sud, où les habitants de Zwelitsha ont utilisé le concept de co-conception pour concevoir leur eau Siphumelele et la facilité d'assainissement. Les membres communautaires et les partenaires ont conçu la facilité (l'installation) le portant en mémoire ils avaient l'idée de lier des moyens de subsistance à leur assainissement et des besoins d'eau; comme tel ils ont conçu une part(partie) de génération de revenu de leur facilité(installation) pour réduire le fardeau de financement(consolidation) du municipal. Ils ont ainsi inclus des toilettes de Toilettes Enviro pour des hommes et des femmes, une zone(un domaine) de lavage et un kiosque au rez-de-chaussée, ils n'ont pas inclus de douches en raison de leur utilisation peu fréquente; les Toilettes Enviro sont un système sans eau de toilette qui fournit un coffre-fort, la solution non polluante, rentable de l'assainissement. Le crèche et la soupe populaire ont été placés au deuxième étage. Ce projet a commencé en 2014 et le progrès doit encore à être mesuré, mais l'essence entière est cet assainissement et on fournit des solutions d'eau dans une façon co-produite.

Sur la base du précédent, il est évident qui existe là un défi d'eau et l'assainissement dans les zones informelles urbaines, avec beaucoup d'administrations locales étant toujours aux prises avec l'espoir faux de réaliser l'objectif d'OMD d'eau et l'assainissement avant 2015 pour leurs juridictions. D'autre part il apparaît qu'un nouveau paradigme de gouvernance développe aussi dans lequel la coproduction s'avère être une solution plus durable dans l'accès aux besoins des peuples pauvres à l'eau et l'assainissement. À la maison les systèmes cultivés s'avèrent offrir des solutions durables plus queles théories des urbanistes conventionnels et les modes de fournir des services urbains aux résidents. Ces théories devraient être notées qu'ils ne peuvent pas être transportés du nord au sud comme toutes les villes ne sont pas les produits de transformation capitaliste et chaque ville devrait être vue uniquement comme une ville ordinaire.Cela nécessite un interrogatoire ou une enquête sur les formes actuelles de gouvernance et de gouvernance vis-à-vis des citoyens dans le sillage du développement urbain des villes et la croissance urbaine rapide qui rend littéralement impossible pour les pères de la ville de fournir des solutions à cette " Population non planifiée ".

L'eau dominante et les systèmes de gouvernance d'assainissement comme conçu ne fournissent pas l'espace adéquat pour des gouvernements d'état pour fournir de l'eau et des solutions d'assainissement seul(simple) remis, ainsi il y a un besoin au changement d'idée comment les zones(domaines) informelles peuvent être dirigées pour que les habitants puissent avoir accès à ces services comme leurs parties inverses dans des zones(domaines) bien planifiées. Jusqu'ici la littérature sur l'assainissement et la disposition(fourniture) d'eau dans des communautés informelles dans des zones urbaines dénote qu'il existe les systèmes où on a vu des utilisateurs et autorisés pour concevoir et se gérer dans la production de systèmes de gouvernance de ressource durables et résistants.

Basé sur l'observation ci-dessus cette thèse prie de poser la question majeure qui est: Il est évident que la communauté les solutions conduites employant des systèmes légaux informels sont durables et plus résistantes aux forces d'extinction prématurée, donc; Comment l'eau et des systèmes d'assainissement peuvent-ils être conçus et dirigés dans des règlements informels pour réaliser la cible de développement durable d'augmenter de l'eau pour tout?

Pour répondre à cette question, basée sur les observations ci-dessus, cette thèse déduit une hypothèse qu'il y a un débranché entre les systèmes statutaires et la communauté les systèmes conduits de gouvernance pour l'eau et des solutions d'assainissement, la réparation de ceci débranche contribuerait à la création de systèmes de gestion de ressource résistants et durables où a uniquement retranché des normes informelles sont encouragés à développer et se développer dans les systèmes co-produits de gouvernance.

L'objectif de cette thèse est d'explorer cette hypothèse utilisant une étude de cas du Kibera l'Eau Intégrée, l'Assainissement et le Projet de Gestion des déchets le système (K-WATSAN développé et produit par la communauté Est de Soweto à Nairobi. Cette eau et le système d'assainissement ont un système de norme informel localement développé de gouvernance qui s'est avérée être efficace dans l'assurance de la durabilité et de la résistance de ce projet pour plus de cinq ans après son commencement; c'est par contraste avec les tendances d'intervention de développement 'normales', qui ont l'échec comme leur norme arrivant après les deux premiers ans de déclassement, particulièrement au Kenya. K-WATSAN est l'eau pilote et l'intervention d'assainissement a niché conformément au Programme d'Amélioration de Taudis du Kenya, qui est un programme ambitieux conformément à la Vision 2030 visant à l'amélioration des vies de 5.3 millions d'habitants de taudis avant 2020.

Par conséquent, cette thèse examinera le processus de production de systèmes d'eau et d'assainissement gouvernables en fonction des angles suivants; L'utilisation de la voix et le compact, le pluralisme juridique, la coproduction et la co-conception comme des concepts utilisés pour gouverner les ressources de propriété commune pour les rendre plus durables et plus résistants. Ceux-ci seront placés sous l'angle du cadre d'analyse de la gouvernance élaboré récemment en collaboration avec diverses sciences sociales

Ces angles mènent à posant les questions de recherche spécifiques suivantes :

1. Dans lequel historique, le gagne-pain et des contextes de gouvernance sont l'eau Est Soweto projettent incorporé et quelles tendances peuvent être observées ?
2. Comment le projet de K-WATSAN est-il configuré en termes d'acteurs, des activités et des valeurs ?
3. Quelles dispositions sont utilisées pour diriger le projet de K-WATSAN ?
4. Comment ces dispositions de gouvernance ont-elles un impact sur les moyens de subsistance d'acteurs dans le projet de K-WATSAN et leur durabilité ?
5. Comment font les aspects formels et informels d'interaction de gouvernance dans le processus de développement et comment touchent-ils aux règles plus larges du jeu dans une société ?

Cette thèse utilise le polythéisme méthodologique, dans lequel il reconnaît les forces dans l'englobement d'une approche pluraliste en employant une variété de méthodes comme personne n'a mis d'outils est catégoriquement meilleur que l'autre, donc, cette recherche fait plusieurs mouvements dans les deux sens entre la théorie (re) l'analyse de données et la construction. Il a pris aussi en considération l'inter-sectionality et s'est engagé à l'enquête holistique en évaluant l'interaction entre l'agence humaine et des structures systémiques et des tensions comme il reconnaît l'intersubjectivité et reflexivity dans le processus de recherche. Ainsi, la connaissance du fait que les accords d'actions et les interprétations de notre équipe de recherche influencent les gens, les paramètres et les conclusions a produit l'équipe de recherche a marché dans les deux sens entre les cadres subjectifs et objectifs pour produire une représentation de la réalité sur la raison.

Pertinence de l'étude

Sans doute, l'eau et l'assainissement sont les aspects importants de la vie quotidienne des humains et plus donc ils ont été reconnus comme un des aspects cruciaux manquant dans le monde, d'où la ratification d'une eau et un but d'assainissement à être mis en oeuvre par les pays différents pour tous leurs citoyens. Cette cible est mise pour être réalisée dans les zones urbaines tant que rurales et comme une telle façon d'approprier ces services à la population a été hautement débattue et mise en oeuvre par des conceptions diverses. À la lumière de ceci, quelques conceptions ont marché positivement tandis que certains ont échoué lugubrement et doivent être repensés. En substance le succès ou l'échec du même sont tout une question de la gouvernance. Une crise de gouvernance Est ce qui a été utilisé comme un terme apte pour définir la crise mondiale réelle d'eau plus qu'un manque d'eau, puisque le monde a assez de ressources d'assurer que chacun des habitants a assez pour se supporter.

Jusqu'à présent, différents paradigmes de gouvernance ont évolué et, grâce à l'expérience, il est évident que les solutions coproduites sont meilleures et qu'elles semblent prospérer plus que les interventions directes de l'État ou des organisations non gouvernementales de développement au sein des communautés touchées. Quand les solutions co-produites sont soutenues, la plupart des communautés créent et développent des systèmes singuliers avec une façon spécifique de course(direction) d'eux. Ces manières de diriger ces systèmes recourent le plus souvent à une règle(autorité) commune ou à un accord soutenu par la communauté, qui peut être nommée comme des régimes usuels ou des régimes informels. Les études indiquent que ces régimes usuels ont poussé de l'eau et des praticiens d'assainissement à reconnaître qu'existe là les sous-systèmes secondaires qui peuvent exister parallèles au système principal de disposition(fourniture) de service et marcher efficacement(effectivement) seulement quand on leur permet de prospérer.

Comme une telle leur résistance a amené des chercheurs à concéder qu'ils constituent un facteur à être compté avec en préparant la législation 'moderne' pour la gouvernance de ressource en eau. Ainsi, nous constatons que les législations d'eau font développer des sections pour l'adaptation des avis des utilisateurs d'eau par la formation des associations des utilisateurs d'eau à plus loin leurs buts et contribuent à la durabilité de ces systèmes dans la mesure où le mode de gouvernance favorise les valeurs sociales et les buts associés au développement durable. Ces systèmes présentent généralement un processus plus démocratique car ils sont développés par l'utilisateur, de sorte qu'ils sont plus susceptibles d'atteindre un plus haut niveau de résilience. En outre, la recherche sur ces systèmes a montré que dans certains cas leur résilience est le résultat d'une capacité d'adaptation inhérente qui rend les systèmes plus durables que les systèmes développés par l'État.

La majeure partie de la recherche s'est concentrée sur des systèmes usuels ayant du succès dans des communautés avec une généalogie presque semblable, qui sont surtout trouvées dans les zones rurales et ont un dépôt de facteurs plus unifiants que les facteurs dynamiques de divergence et la concurrence pour les forces du marché de survie, tandis que cette thèse prend un angle différent et regarde une zone informelle urbaine, où les instincts sont plus de satisfaction personnelle, que l'intérêt commun de la société. Les gens vivant dans la zone n'ont aucune obligation d'avoir l'allégeance à la promotion de la longévité de propriétés de ressource communes, comme ils ne partagent aucun dénominateur commun, excepté pour le fait qu'ils vivent dans une zone informelle et ont des défis semblables.

La présente recherche contribue à ce débat en analysant de manière critique les formes de gouvernance coutumière et d'autres stratégies employées à Soweto East pour la réalisation d'un système d'eau et d'assainissement résilient. Il le fait en employant une méthode mixte de recherche, à la fois qualitative et quantitative. Comme noté avant que ceci ne soit un projet pilote, qui a suscité (mis à jour) beaucoup d'intérêt de recherche dans des cercles de gouvernance et le monde universitaire. Aucune recherche encore n'a été faite sur les complexités qui ont provoqué la durabilité et la résistance de ce système particulier. Ainsi cette thèse est importante comme il se concentre d'abord sur une zone informelle qui a eu une longue histoire de négligence et la mis-gouvernance de marchandises publiques et deuxièmement il contribue à la théorie en évaluant la pertinence de gouvernance utilisant la coproduction dans la réalisation du but de développement durable de l'assainissement pour tout en utilisant des normes informelles localement conçues dans un règlement hétérogène par des Kényans pour des Kényans.

Thèmes Principaux

Le malheur et l'impact de déchéance urbaine sont le résultat des injustices spatiales qui sont et continuent à être incorporées dans les infrastructures physiques et sociales qui ont été formées pendant les décennies de développement inégal. Beaucoup de ces histoires sociopolitiques inégales peuvent être "parcourues" l'infrastructure publique visible et tangible répandue dans une ville. Cette déchéance est un résultat de négligence favorisée par les politiques régressives qui ont été autrefois promulguées par le régime dirigeant et finalement hérité par le régime entrant. Ces politiques, malgré leurs bonnes intentions sont normalement en décalage avec la réalité sur le terrain et comme tel ils produisent les enclaves spatiales de pauvreté et le désespoir; espérance et la prospérité qui est continuellement dans la contestation constante comme l'espace est idéologique, socialement produit, contesté et changeant constamment parmi des territoires sociaux, politiques, économiques et géographiques.

Cette thèse a ainsi été située à la lumière de toutes ces contestations. Il est placé dans un quartier informel qui a supporté les années de négligence et l'exclusion du tissu urbain en raison du précédent - les politiques de non-inclusion. Le quartier informel a été placé dans une position (un poste) de périphérie manquant des services urbains que la ville doit offrir et niant (refusant) ainsi ce groupe de citoyens à leur droit de la ville. Pour réparer ce manque de justice pour les habitants de taudis, le gouvernement embarqué à un taudis ambitieux mettant à jour l'initiative qui a vu l'introduction d'une eau et une initiative d'assainissement dans le quartier conformément aux buts de développement durable afin de faire les habitants de quartier considérer l'espoir qu'ils ont aussi des intérêts dans la ville et les fait aimer l'avantage urbain.

Les questions de recherche déjà mentionnées ont aidé à offrir une explication de la grande image. Donc, le projet a été étudié au macro-niveau, le meso-niveau et le micro niveau pour en obtenir une vue holistique. Beaucoup de temps a été dépensé dans le champ pour rassembler le matériel ethnographique comme ceci explique mieux les complexités du système. La Littérature se rapportant à ce projet particulier était très rare, donc j'ai dû compter sur d'autres interventions dans des règlements informels pour comprendre à quels concepts j'attendrais dans mon site d'étude. La raison pour lequel la littérature est rare est que ceci est un nouveau projet et y a ainsi eu très peu de bourses, quoique Kibera règlement ait été largement étudié

Comme j'ai parlé aux gens et ai étudié leurs habitudes et pratiques, deux ou trois thèmes ont apparu et ont tourné autour du sujet, ainsi ensemble avec les habitants nous avons dressé la carte des thèmes suivant: Coproduction; régionalisme; participation communautaire et Représentation; rôle d'Aînés; justice et Vernacularisation. Ils seront discutés dans les sections suivantes. La cartographie de ces thèmes a facilité l'analyse du système pour répondre à la première question sur la façon dont la résistance a été réalisée sur un système comme ceci. Il était évident que les normes informelles étaient un commandant jouant le facteur dans la longévité du système.

Co-production

La coproduction a gagné l'approbation comme un paradigme de gouvernance pour livrer des solutions durables d'eau particulièrement dans RIO+20. Il a été défini comme "un processus par lequel des apports des individus qui ne sont pas" dans "la même organisation sont transformé dans des marchandises et des services", qui entraîne l'approvisionnement ensemble de synergie et la coopération entre des entités différentes, surtout le gouvernement et des citoyens. Ceci assure que les forces d'on est capitalisé par l'autre parti et l'autre sont on les forces de par le parti correspondant. Il y a la réciprocité mutuelle de transactions. Ce processus assure qu'il y a la contribution de ressource substantielle en termes de marchandises et des services et les citoyens sont des participants actifs à l'exécution des politiques publiques qui pourraient avoir été rédigées avec eux ou à la table de politique.

Dans ce système particulier, les habitants tenaient à voir la construction (le bâtiment) de solidarités parmi eux pour qu'ils puissent avoir un pouvoir de négociation plus fort sur leur destin et se déplacer de la fabrication de réclamation simple de l'état à la production collective et la consommation de leur eau. Ainsi, ils ont accompli par l'étant au premier rang de concevoir leurs installations, comme ils étaient les utilisateurs et plus donc ils savaient de quoi ils ont eu besoin plus que les réalisateurs externes. Ils ont eu besoin de l'aide technique et du conseil, mais ont voulu posséder la solution. Par exemple ils (des habitants) savaient qu'ils ont voulu la solution d'assainissement par opposition au logement au premier cas donc ils ont été assis a appelé les réalisateurs externes et a été assis avec eux à une réunion comme des partenaires égaux pour délibérer sur leur ligne de conduite d'intervention, par conséquent ils ont pu articuler leurs besoins par opposition aux solutions étant procurées de l'extérieur.

Ils ont pu concevoir leurs installations et être au premier rang d'apprendre à les gérer, ainsi la coproduction comme une stratégie améliore l'apprentissage par l'échange d'idées et d'expériences, la permission des gens se fonde sur des forces de chacun et accorde la confiance. Il compte aussi sur des solutions de gouvernance a passé par les chaînes informelles qui ne passent pas par l'état ou d'autres institutions formelles. Ceci a aidé dans la résolution de l'eau et la situation d'assainissement à l'Est Soweto qui avait précédemment été nommé comme un échec de l'état.

Régionalisme

À l'Est Soweto, le système a été développé pour servir une juridiction particulière et donc les règles aussi. Cela est efficace car tout système informel doit incarner une richesse d'expérience si elle est située dans une situation locale car elle comprend les moyens de subsistance, les cultures et les mœurs sociales ou les coutumes du peuple. Le localisme implique le développement de l'utilisateur du système afin qu'ils possèdent la solution au lieu d'être chargé par des influences externes.

Dans le processus de lancer leur système, les habitants étaient dans une position légale supplémentaire, ainsi ils ont dû développer leurs propres formes(formulaires) de systèmes gouvernants pour assurer la durabilité de leur système. Ce système était une conglomération d'expériences et des leçons apprises des interventions précédentes qui avaient échoué ou des meilleures pratiques vues dans d'autres zones informelles. Donc ils ont développé leurs propres normes sociales qui ont une force obligatoire. Ces règles opèrent dans le même domaine que les lois D'état quoiqu'ils les remplacent en réalité comme c'est les habitants locaux qui les font respecter, avec un ' desturi ya kijiji ' l'attitude. Cela signifie que les sanctions peuvent être le non-respect appliqué pour, par exemple le retrait de 70 % d'accès d'eau si un ménage n'honore pas leurs dettes.

Ces utilisateurs déterminent aussi les limites d'utilisation pour leur ressource; par exemple quand ce sera utilisé, quelles quantités seront consommées et comment les gains financiers seront distribués parmi eux. Ils se décident aussi comment ils peuvent modifier le système de règle selon les avantages ils perçoivent pour résulter d'un changement aussi bien que les coûts attendus de négocier le changement.

Ainsi le régionalisme de systèmes de gouvernance compte sur des mécanismes informels pour mettre en oeuvre les normes et la bonne volonté des utilisateurs pour le fonctionnement approprié. Les processus, des procédures et des noeuds doivent être en tandem avec les pratiques culturelles et la douane d'une zone particulière et non imposés par un agent externe. Cela doit respecter les lois statutaires et reconnaître la pluralité d'ordres légaux opérant dans un champ semi-autonome. Ceci accordera alors à l'agence leur autonomie due pour faire respecter un système résistant et durable.

Participation communautaire et représentation

Les demandes d'inclusivité de la considération totale de tous les utilisateurs d'un système et leur articulation libre de leurs vœux et des besoins. Le but de cette articulation est d'assurer le renforcement des capacités et la représentation des avis de l'utilisateur qui représente leurs actions, significations et des attitudes vers la vie. Ainsi à tous les niveaux de développement la communauté devrait activement participer et être retranché plus profond dans tous les aspects de prise de décisions du projet. Ceci devrait être en termes de conception, la gestion et le gouvernement des installations afin de casser le cercle de marginalisation.

La participation devrait être dans la façon exigée par la communauté et dans la fréquence nécessaire d'assurer que les buts et des objectifs ont été réalisés. Par exemple la communauté Nubian ne s'est jamais sentie consultée dans la dépossession de leur terrain(terre, parce que l'on ne les a pas consultés dans la tradition de leur héritage, quoiqu'on les ait consultés dans les méthodes modernes autoritaires qui n'ont pas résonné avec eux.

Dans cette communauté spécifique le rôle des aînés était très crucial dans le placement de relations interpersonnelles et a agi comme des conseillers dans le développement, ainsi le rôle des aînés devrait être souligné comme il aide la communauté à être fondé dans l'exécution de règle et des traditions. Les aînés sont ceux qui se sont rencontrés de la justice pour les habitants plus que même les systèmes codifiés formels. On devrait ainsi accorder aux aînés une place spécial en lice de n'importe quel système informel.

Dans l'assurance que l'on devrait donner la participation soit retranchée dans un système, les citoyens 's(p)laces' où ils peuvent articuler leurs voix. Par exemple dans des assemblées de citoyen organisées ou des réunions où ceci peut être réalisé. Donc la création d'innovations démocratiques comment la participation peut arriver est primordiale. À l'Est Soweto, ils ont en réalité utilisé inventé et ont invité 's (p) laces' de participation entièrement et ce qui lançait un regard furieux est que les informations qui sont sorties de s inventé 's(p)laces' étaient plus riches et plus obligatoires que celui qui est sorti de s invité 's(p)laces.'

Donc, les complexités de partage d'information et la consommation sont importantes et devraient faciliter la formation de partenariats de multi-partie-prenante. Ces types de partenariats prévoient l'apprentissage, la collaboration et totalise près la participation communautaire. Si les sensations communautaires autorisées par la participation alors les programmes ou les efforts seront toujours résistantes.

Justice et vernacularisation

La marginalisation historique a été un fil dans le récit, où les injustices ont prévalu. Ces injustices ont refusé les habitants les services urbains de base ils ont eu besoin par une tentative cohérente de les négliger et poursuivre d'autres intérêts. Les habitants originaux n'avaient pas aussi leurs droits et réclamations adressées ainsi mettant toujours des réclamations spatiales sur le terrain et se battent contre une juste situation que l'on devrait leur accorder vraiment, tandis que les habitants de taudis exigeraient aussi le même en termes des droits des habitants de taudis à l'accès au present de services urbain afin d'avoir accès à l'avantage urbain pour tout.

Pour un système pour être résistant comme celui-ci, la justice doit être régionalisé. C'est-à-dire il devrait être traduit dans une langue qu'ils comprennent, par conséquent la reconnaissance et les innovations démocratiques pour donner l'avantage urbain devraient à tous, être traduits dans les systèmes informels avec lesquels les habitants résonnent, par conséquent ils seront reconnaissants et durables dans leur processus de pensée.

ESPACE DE RECHERCHE

Pour comprendre la genèse de Soweto est, il est nécessaire de parler de Kibera et de Nairobi dans l'ensemble étant donné que c'est un «village» à l'intérieur de Kibera; Et le plus grand bidonville de Kibera. Nairobi, la ville qui abrite Kibera, a été fondée en 1899 lorsque la ligne ferroviaire Kenya - Ouganda était en construction. La construction du chemin de fer est venue avec la nécessité des bureaux coloniaux britanniques et leur siège ainsi établi; L'administration envisageait de garder Nairobi un foyer pour les colons blancs et les travailleurs temporaires (qui étaient principalement des migrants d'Asie et d'Afrique). Les travailleurs migrants ont été amenés à Nairobi à des contrats de courte durée pour travailler comme ouvriers sur la construction de chemins de fer sous le gouvernement colonial.

Entre 1900 et 1940, le gouvernement colonial a adopté un certain nombre de lois telles que l'acte de vagabondage de 1922 qui a engagé des travailleurs. Le gouvernement a essayé de limiter le nombre d'Africains vivant dans la ville, leur mouvement et leur règlement en instituant pour passer des lois; Et selon l'acte de vagabondage de 1992, il a été décrété que des «huttes non autorisées» pourraient être démolies et des Africains chômeurs enlevés par la force de la ville (Macharia, 1992).

L'ordonnance de l'autorité autochtone de 1912 a été le résultat de l'approvisionnement du gouvernement à l'époque pour le travail forcé ou forcé. Le travail forcé était une méthode pour tirer les Africains hors des réserves pour stimuler la croissance européenne par le travail (Opolot Okia, travail communal au Kenya colonial - la légitimation de la coercition (1912-1930), l'Etat était le plus grand employeur des Africains Son recours au travail forcé payé et non payé. La plupart des États du travail forcé en vertu de l'amendement de 1920 à l'ordonnance de l'autorité indigène a été pour le portage. Avec de telles lois, les règlements se préparaient lentement pour loger ce groupe de personnes.

L'ordonnance de la terre de la couronne de 1915 a déclaré que tous les déchets et les terres inoccupées dans le protectorat couronne la terre et donc soumis aux pouvoirs des gouverneurs de l'aliénation. L'ordonnance a donné aux colons des baux de 999 ans et une certaine autonomie de l'Etat. C'était attrayant pour les colons et avait pour effet de susciter la demande de plus de terres convenables. L'ordonnance foncière de 1915 a également redéfini les terres de la couronne pour inclure les terres occupées par les indigènes et tout ce qui avait été

réservé par le gouverneur pour leur usage. Cela a conduit à des conséquences telles que la structure d'accès à la terre par les «sujets». L'ordonnance enlevait de tels droits et les conférait à la couronne. Le résultat fut que les occupants devinrent locataires à la volonté de la couronne sur le terrain qu'ils occupaient; Ou, comme le dit Okoth Ogendo, les occupants deviennent des «locataires», De la couronne. L'Etat a également localisé les réserves dans des zones jugées impropres à l'établissement européen, tracé leurs frontières selon des lignes ethniques et garanti par la loi que les sujets ne sont pas autorisés à résider dans une réserve autre que celles attribuées à leurs groupes ethniques. Cela ouvre la voie à la construction d'identités et de divisions ethniques et à un autre, administrativement, reliant les identités ethniques au contrôle de la terre. Les lois imposées ignorent à la fois les principes et la pratique des régimes fonciers autochtones et les revendications et droits autochtones à la terre dans le protectorat. Cette appropriation flagrante de la terre - d'abord dans l'ordonnance de 1902 puis celle de 1915 - a créé des pénuries de terres pour les sujets et cela a énormément contribué à la crise actuelle qui se fait face à Kibera. L'ordonnance sur l'eau a également été l'une des lois mises en place par le protectorat de la Couronne dans le but de créer un certain sens de l'ordre, mais ces lois n'ont jamais été mises en œuvre dans les «réserves autochtones» comme dans les colonies européennes.

À Nairobi, les Africains vivaient dans des «réserves autochtones» (qui étaient séparées) et des permis étaient nécessaires car ils fonctionnaient pour séparer les zones de vie des non-Européens par groupe ethnique. Cette politique ségréguée du logement était justifiée dans le cadre d'une stratégie visant à séparer les Africains «malades» des Européens en bonne santé (Achola, 2002), mais le logement africain sanctionné a diminué et une foule de migrants africains non autorisés se sont déplacés à Nairobi à la recherche de main-d'œuvre salariée, (Macharia, 1992). Un de ces groupes, avec les permis officiels de l'ère coloniale, sont les soldats nubiens (soldats soudanais à la retraite) qui ont servi les intérêts africains de l'armée coloniale britannique (King's African Rifles-KAR) Périphérie de Nairobi sur les terrains d'exercices militaires du KAR le long de la route Thika en échange de leur service vers 1904; Et, par conséquent, cet espace s'est développé à ce qui est connu aujourd'hui comme les bidonvilles de Kibera. En outre; Comme les soldats vieillissaient et étaient incapables de continuer à servir les militaires, ils ont commencé à établir une résidence plus permanente sur la terre puisque la plupart d'entre eux ne voulaient pas retourner à leur pays d'origine et ne disposaient pas d'une «réserve autochtone» préexistante où ils pourraient prendre leur retraite à. Le gouvernement colonial a donc permis la croissance de ces établissements informels en

grande partie parce que les Nubiens étaient d'anciens soldats du gouvernement colonial et, par conséquent, il y avait une sorte de «respect» qu'ils étaient naturellement accordés. Cependant, les Nubiens ne pouvaient pas réclamer les «réserves Natives» parce qu'ils n'étaient pas considérés comme natifs par le gouvernement de l'époque. Au fil du temps, en 1912, le KAR a permis à un groupe d'environ 300 soldats de s'installer dans cette région sans payer de loyer, en tant que «personne non officielle» pendant 12 ans de service militaire (parsons, 1997). Malgré cela, les migrations rurales et urbaines ont vu l'explosion de population à Kibera

À Nairobi, les Africains vivaient dans des «réserves autochtones» (qui étaient séparées) et des permis étaient nécessaires car ils fonctionnaient pour séparer les zones de vie des non-Européens par groupe ethnique. Cette politique ségréguée du logement était justifiée dans le cadre d'une stratégie visant à séparer les Africains «malades» des Européens en bonne santé (Achola, 2002), mais le logement africain sanctionné a diminué et une foule de migrants africains non autorisés se sont déplacés à Nairobi à la recherche de main-d'œuvre salariée, (Macharia, 1992). Un de ces groupes, avec les permis officiels de l'ère coloniale, sont les soldats nubiens (soldats soudanais à la retraite) qui ont servi les intérêts africains de l'armée coloniale britannique (King's African Rifles-KAR) Périphérie de Nairobi sur les terrains d'exercices militaires du KAR le long de la route Thika en échange de leur service vers 1904; Et, par conséquent, cet espace s'est développé à ce qui est connu aujourd'hui comme les bidonvilles de Kibera. En outre; Comme les soldats vieillissaient et étaient incapables de continuer à servir les militaires, ils ont commencé à établir une résidence plus permanente sur la terre puisque la plupart d'entre eux ne voulaient pas retourner à leur pays d'origine et ne disposaient pas d'une «réserve autochtone» préexistante où ils pourraient prendre leur retraite à. Le gouvernement colonial a donc permis la croissance de ces établissements informels en grande partie parce que les Nubiens étaient d'anciens soldats du gouvernement colonial et, par conséquent, il y avait une sorte de «respect» qu'ils étaient naturellement accordés. Cependant, les Nubiens ne pouvaient pas réclamer les «réserves Natives» parce qu'ils n'étaient pas considérés comme natifs par le gouvernement de l'époque. Au fil du temps, en 1912, le KAR a permis à un groupe d'environ 300 soldats de s'installer dans cette région sans payer de loyer, en tant que «personne non officielle» pendant 12 ans de service militaire (parsons, 1997). Malgré tout, les migrations entre les campagnes et les zones urbaines ont provoqué une explosion démographique à Kibera alors que les gens s'installent dans la ville de Nairobi à la recherche de main-d'œuvre salariée et ne peuvent se permettre de rester dans

le secteur informel qu'est Kibera. Après une tentative de déménagement de Kibera en 1919, jugée trop coûteuse à exécuter, le KAR a ordonné le retrait des laissez-passer de résidence originaux, a annoncé qu'aucun permis ne serait accordé et transféré l'autorité de Kibera à l'administration civile (parsons 1997)

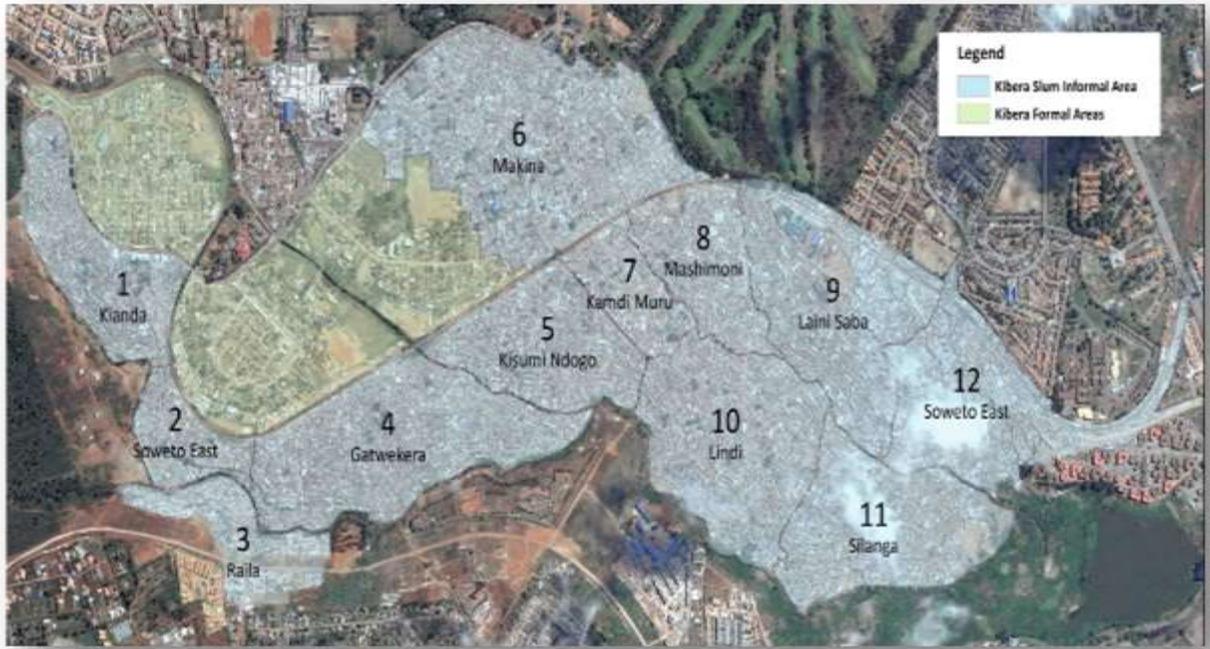
À la fin des années 1920, on se préoccupe davantage de ce que la Commission des terres du Kenya appelle le «problème de Kibera»; Étant donné que Kibera se trouvait dans la zone d'un colon blanc, les pourparlers de démolition du bidonville étaient à la hausse. Cependant, les habitants du bidonville s'opposaient à de telles propositions, bien que le gouvernement colonial parle de réorganisation de la zone de taudis. Au début des années 1930, l'enquête de la commission des terres de Carter a révélé que la moitié des résidents de Kibera étaient des femmes et que les deux tiers étaient des citoyens kenyans. Frustré par le fait que tant de Kenyans non autorisés avaient établi leur résidence à Kibera, l'administration civile a de nouveau commencé à examiner les options de démolition du bidonville (wangui & Darkoh, 1992), mais chaque plan s'est révélé financièrement non viable et parfois rejeté logistiquement. Ces plans ont été encore entravés par quelques puissants dirigeants britanniques qui ont exprimé leur loyauté envers les soldats du KAR de première génération (de Smedt, 2009; Parsons, 1997), bien que ces sentiments ne s'étendent pas à tous les résidents de Kibera.

Après la décolonisation en 1963, l'État a promulgué des lois sur la qualité des bâtiments. Comme ses maisons ne répondaient pas aux normes de qualité requises, Kibera est devenu de jure, un règlement informel. En outre, en raison de la fin du système de réserve indigène, plus de gens se sont déplacés à Kibera, attirés par l'occasion de la ville. Kibera était le seul endroit que les migrants pouvaient se permettre; (Caroline, 2004, compréhension des lois foncières à Kibera), les revendications de la communauté nubienne au-dessus de la Kibera font valoir que leurs terres sont plus de 1 100 (4,5 km²); Mais en raison d'attributions sanctionnées par l'État, la terre a réduit à 780acres (3,2km²). Cependant, le gouvernement refuse ces réclamations et le projet de réaménagement que le gouvernement entreprend prévoit une couverture terrestre d'environ 300acres (1,2km²). La question de la terre à Kibera reste encore un sujet «sensible» qu'aucune partie n'a permis de négocier leur position.

Le gouvernement kenyan est propriétaire de toutes les terres sur lesquelles Kibera se trouve, bien qu'il ne continue pas à reconnaître officiellement le règlement; Pas de services de base,

les écoles, les cliniques, l'eau courante ou les toilettes sont fournis publiquement et les services qui existent sont de propriété privée (Wikipedia)

Kibera est surtout décrit par les superlatifs - le plus grand bidonville en Afrique. La vérité est que, jusqu'en septembre 2010, Kibera était considéré comme le deuxième plus grand bidonville en Afrique. Kibera (Kibra Nubian pour la jungle ou la forêt) est dans le sud-ouest de Nairobi à 5 kilomètres du centre-ville de Nairobi entouré par le club de golf Royal Nairobi dans le nord-est. Une grande partie de sa frontière au sud est délimitée par le barrage de Nairobi au sud-est et la forêt de Ngong au sud-ouest et la rivière Nairobi étant la source d'eau pour les résidents de la ville. Kibera représente moins de 1% de la superficie totale de Nairobi, mais elle transporte près d'un quart de la population de Nairobi. Le recensement de la population et du logement de 2009 au Kenya indique que la population de Kibera est de 170 070 personnes, contrairement aux estimations antérieures de 1 à 2 millions de personnes. D'autres sources, comme la Coalition internationale pour le logement (IHC), ont parlé de plus d'un demi-million de personnes. UN-Habitat a publié plusieurs estimations allant de 350 000 à 1 million de personnes. Ces statistiques proviennent principalement de l'analyse des images aériennes de la région. IRIN a estimé une densité de population de 2000 habitants par hectare représentant une pression démographique. D'autres sources suggèrent que la population totale à Kibera peut être de 500 000 à plus d'un million selon les taudis qui sont inclus dans la définition de Kibera. L'émergence et la propagation des bidonvilles urbains comme Kibera sont le résultat de divers facteurs qui incluent les politiques de ségrégation à l'époque coloniale, une politique d'élimination des bidonvilles après l'indépendance, une croissance lente de l'économie de Nairobi, l'absence de politiques foncières pour améliorer la distribution équitable. Des politiques de développement urbain inadéquates. (UN Habitat Project Report 2007) Kibera est divisé en 13 villages qui ne sont pas clairement définis mais qui sont pour la plupart séparés par des frontières naturelles comme Sentiers pédestres, voies ferrées et ruisseaux. Ces villages sont; comme



Kianda, Soweto est, raila, gatwekera, Kisumu ndogo, makina, kamdi muru, mashimoni, laini saba, lindi et silanga (et dans certaines cartes un bidonville appelé kichinjio est inclus) Les noms donnés aux diverses régions de Kibera ont une sorte de D'origine ou de signification en fonction de l'origine physique et même tribale, par exemple, Kichinjio ("abattoir") a été ainsi nommé depuis l'emplacement utilisé pour l'abattage des animaux; Mashimoni ("grottes") avait beaucoup de fosses; Kisumu Ndogo («petit Kisumu») a été nommé d'après la ville de Kisumu, qui est principalement Luos; Et Raila nommé après l'ancien Premier ministre du Kenya. Ces villages sont principalement des personnes issues de milieux ethniques spécifiques. Juste à l'extérieur des villages sont une poignée de domaines comprenant Olympic, Karanja et Ayany au nord-ouest et Ngumo au nord-est.

Jusqu'en 2010, la totalité du Kibera était encore cartographiée comme une forêt dans les documents officiels étant donné qu'à l'origine, il s'agissait d'une zone forestière qui s'étendait à ce qui est maintenant connu sous le nom de forêt de Ngong. Avec un réseau routier d'environ 20 km, l'accès à l'intérieur du bidonville ne peut se faire avec un véhicule qui rend difficile l'accès aux soins médicaux d'urgence étant donné qu'une ambulance ne pourra pas accéder aux zones intérieures du bidonville.

Soweto est

Soweto est parfois connu comme Kibera-Soweto est un récent germe dans les bidonvilles de Kibera. Soweto est est à la latitude 1°18'56.88 S et la longitude 36°48'14.93E estimé avoir une couverture d'environ 21.379 hectares avec une population d'environ 25.000 personnes, qui comprend 2840 structures et 10.745 ménages. La densité de population est d'environ 3321 personnes par hectare. Ces statistiques sont connues pour varier avec le temps que les différentes organisations continuent à mener des recherches de temps en temps. Par exemple, le bilan socioéconomique d'ONU-HABITAT de 2007 montre que Soweto est a 19 318 habitants répartis dans 4 zones; Tandis que le Rapport sur le recensement de la population et de l'habitat (2010) indique que le village a enregistré un total de 9 927 ménages avec une population totale de 28 182 habitants.

L'emplacement pré-central de Soweto est relativement proche de la grande zone industrielle, le secteur hospitalier, le quartier d'affaires central, la zone de la colline supérieure à l'est et les quartiers riches de Kilimani au nord-est. Nearby points de repère sont l'Armée Memorial Hospital , Highrise et Nairobi Dam Estates. L'accès à ce règlement est par Mbagathi Way et Mbagathi Lane.

Soweto est est un vaste enchevêtrement des toits de ferraille et des murs de terre. Les chambres mesurent pour la plupart 10 pieds par 10 pieds. Les toilettes volantes sont communes, bien qu'il y ait quelques toilettes privées et d'autres encore en construction. La dégradation de l'environnement est un problème à Soweto, il n'y a pas de site de déversement dans cette colonie et donc les déchets sont disposés sur des terrasses et des routes qui sont parfois collectées par les collecteurs d'ordures désignés ou sont simplement laissés là; Ce qui présente un risque élevé pour la santé de la population. Le système de drainage est minimal car la plupart d'entre eux sont des égouts ouverts qui sont bloqués régulièrement par d'autres déchets qui se rassemble en eux. Le système d'égout ouvert rend les choses pires surtout pendant les saisons de pluie où les maisons sont sujettes aux inondations. On estime qu'il y a environ 7 toilettes et 5 salles de bains desservant la population de Soweto East. Une latrine est partagée avec jusqu'à 50 ménages; Ce qui contraste avec le taux de recommandation de l'OMS d'une toilette pour 20 personnes. Les conditions de ces installations varient d'acceptable à très mauvaise, la plupart d'entre eux se trouvant sur ce dernier.

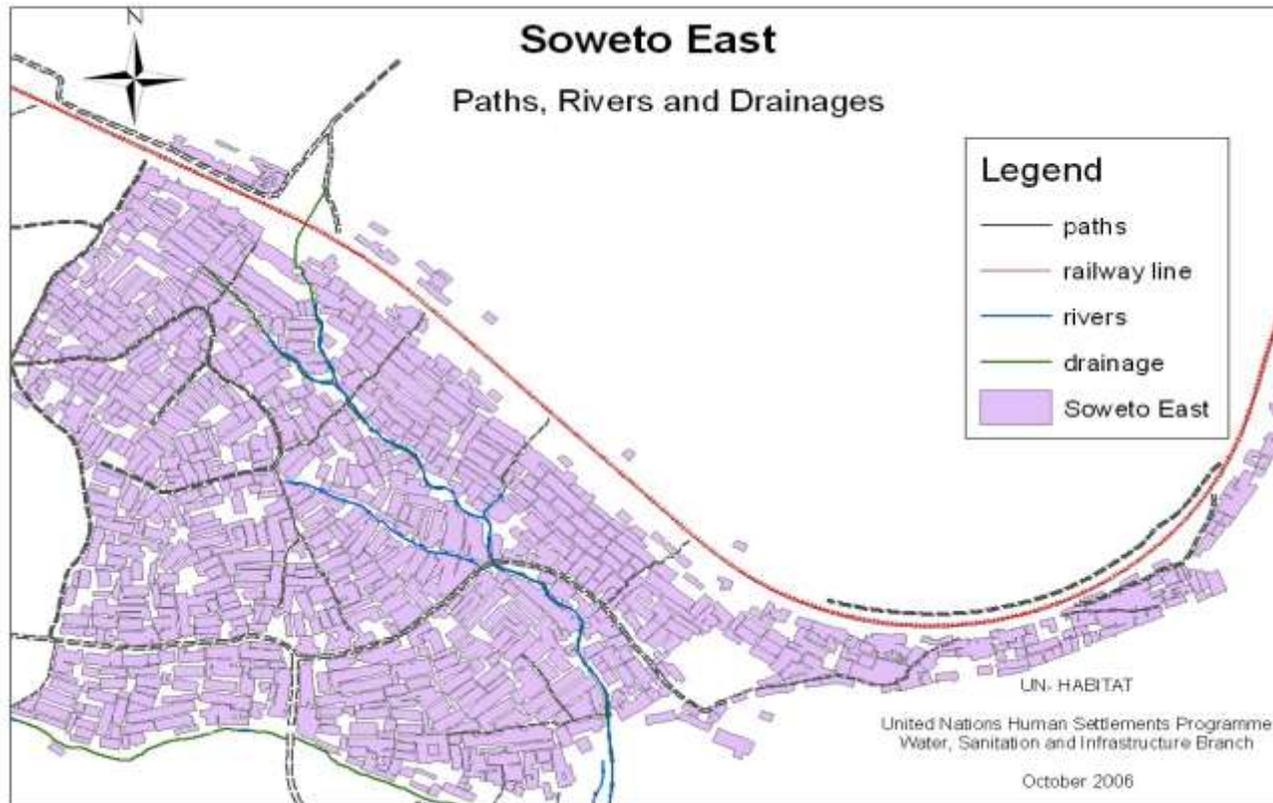
De plus, il existe des connexions électriques formelles et informelles; Il est estimé que seulement environ 20% de la Kibera entière a l'électricité. UNHABITAT est en train de le fournir à certaines parties de Kibera telles que Soweto est et cela comprendrait l'éclairage des rues, l'éclairage de sécurité et la connexion aux cabanes (cela coûte 900 / - par ménage qui dans la plupart des cas n'est pas abordable).

Avec l'un des taux de chômage les plus élevés; Le petit vol est également un phénomène commun à Soweto.

Certaines organisations non gouvernementales ont travaillé à Soweto-Est pour entreprendre divers projets. ONU-HABITAT est l'ONG la plus connue à Soweto étant donné qu'elle a ses bureaux dans la région. Ensemble avec le gouvernement du Kenya, il a engagé dans un certain nombre de projets.

Soweto East a été la zone choisie pour être le projet pilote de l'ONU Habitat dans le programme de mise à niveau des bidonvilles qui fait partie du programme Water for African Cities (WAC). La première phase de ce programme a été achevée en 2002 et la deuxième phase (WACII) du programme a été lancée.

La figure ci-dessous illustre la zone d'étude, les chemins, les rivières et les égouts.





Carte technique détaillée de Soweto East, Kibera (ONU Habitat 2006).

LÉGENDE

- Route
- Drains
- Toilette OO
- Déchets
- Bureau de chantier

Maji na Ufanisi (eau et développement) est également une autre ONG qui, dans le passé, continue de contribuer à l'état de l'eau et de l'assainissement à Kibera. Maji na Ufanisi a participé à la construction d'incursions dans la colonie pour tenter d'améliorer les conditions de logement et d'assainissement. Ce projet a eu un impact notable sur le développement de Soweto puisque les incursions facilitent l'accessibilité de la zone.

Parmi les autres ONG et groupes communautaires qui ont travaillé auparavant avec Soweto figurent: Oxfam, Amnesty International, la solidarité, le groupe Soweto Usafi, Ushirika, le Service national de la jeunesse (NYS), la GIZ et la Fiducie kényane pour le financement des femmes. Cependant, des organisations telles que la Fiducie pour les finances des femmes au Kenya et Oxfam ont une relation faible et ont eu très peu d'impact sur l'état de l'eau et de l'assainissement de la région. Des institutions telles que des groupes de jeunes (le groupe Soweto Usafi et le forum Soweto), les églises et les écoles de la région jouent un rôle important pour relancer les conditions sanitaires de l'est de Soweto.

**SOWETO EST DANS
IMAGES**



Korrallo

Art
Call:

0711588441





























